

## SIXIÈME RÉUNION MONDIALE DU FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES

## 9, 10 ET 13 FÉVRIER 2023

Sixième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA

En conjonction avec la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA

Thème – Les peuples autochtones se chargent de l'action climatique : des solutions communautaires au service de la résilience et de la biodiversité

9,10 et 13 février 2023



## **Abréviations et acronymes**

ADFAC	Association Debout Femmes Autochtones du Congo
ASAP+	Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne
CADPI	Centro para la Autonomía y el Desarrollo de los Pueblos Indígenas
CAOI	Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas
CICA	Conseil autochtone d'Amérique centrale
CIPO	Organisation des peuples autochtones du Cambodge
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
СР	Comité de pilotage
CPLE	Consentement préalable, libre et éclairé
CSN	Note de stratégie de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEDEC	Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIMI	Foro Internacional de Mujeres Indígenas
FVC	Fonds vert pour le climat
GH4IP	Global Home for Indigenous Peoples
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IPAF	Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones
IPFI	Forum des peuples autochtones au FIDA
IWGIA	Groupe de travail international pour les affaires autochtones
MPIDO	Mainyoito Pastoralist Integrated Development Organization (Organisation de développement intégré des pasteurs mainyoitos)
ONU	Organisation des Nations Unies
PCDF	Partners in Community Development Fiji (Partenaires en matière de développement communautaire, Fidji)
PRO- CAMÉLIDOS	Programme de renforcement intégral de la filière des camélidés dans le haut-plateau bolivien
RDC	République démocratique du Congo
SIBAT	Sibol ng Agham at Teknolohiya Inc.
Sida	Agence suédoise de coopération internationale pour le développement
UEFA-RDC	Union Pour l'Émancipation de la Femme Autochtone
UNPFII	Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones

#### **TOILE DE FOND**

## À propos du Forum des peuples autochtones au FIDA

Le <u>Forum des peuples autochtones</u> (IPFI) a été établi en 2011 comme processus permanent de consultation et de dialogue entre les représentants des institutions et organisations des peuples autochtones, le FIDA et les gouvernements. La réunion mondiale de l'IPFI se tient tous les deux ans, en février, en conjonction avec la session du Conseil des gouverneurs du FIDA, le principal organe de décision du Fonds. Une série de consultations régionales ont lieu avant chaque réunion mondiale, afin de garantir que l'IPFI reflète la diversité des points de vue et des recommandations recueillis auprès des peuples autochtones du monde entier.

Le processus global est orienté par un Comité de pilotage (CP) composé de dix représentants d'organisations de peuples autochtones des différentes régions (Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, Pacifique), dont un représentant de la jeunesse par région (à l'exception du Pacifique) et un représentant du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), de l'UNPFII et du FIDA.

Le Forum, processus unique au sein du système des Nations Unies, entend aider le FIDA à honorer son obligation de rendre des comptes, à renforcer son efficacité en matière de développement et à faire preuve de leadership parmi les organisations de développement. Il permet aux participants d'évaluer les interactions du FIDA avec les peuples autochtones, de mener des consultations sur le développement rural et la réduction de la pauvreté, et de promouvoir la participation des organisations de peuples autochtones aux opérations du FIDA aux niveaux national, régional et international. Ces activités aident le FIDA à mettre en œuvre sa Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones et à traduire les principes de cette politique en actions sur le terrain.

# Le thème de la sixième réunion mondiale – Les peuples autochtones se chargent de l'action climatique: des solutions communautaires au service de la résilience et de la biodiversité

C'est la capacité même de la planète à maintenir la vie qui est mise en péril par le changement climatique, lequel constitue donc la menace la plus importante qui pèse sur l'humanité. Ses effets se font sentir dans tous les aspects de la vie, notamment la sécurité alimentaire, les moyens d'existence, l'égalité des genres, l'emploi et la santé, ainsi que la stabilité politique et la paix. Cependant, si tous les écosystèmes sont touchés, les causes et la charge des effets du changement climatique sont inégalement répartis. Ceux qui contribuent le moins au problème portent le plus lourd fardeau de ses effets, ce qui vient aggraver les disparités déjà existantes. Les peuples autochtones, qui ont des liens étroits avec la terre et ses ressources, et qui en dépendent, et qui vivent par ailleurs dans des régions et des conditions parmi les plus vulnérables, sont parmi les plus gravement touchés. Les ressources naturelles et culturelles qui leur permettent de survivre sont actuellement mises à mal, et leur exclusion politique, économique et sociale est exacerbée par le changement climatique et, parfois, par les politiques et les actions liées au climat.

Au fil de l'Histoire, le confinement, le déplacement, le déracinement et la dépossession ont réduit la base des terres dont dépendaient les peuples autochtones, les poussant sur des terres marginales ou les dépossédant complètement. Leur travail, leurs économies et leurs ressources ont été subordonnés à des intérêts externes axés sur l'exploitation qui les ont appauvris et marginalisés. Par ailleurs, leurs systèmes

organisationnels, leurs savoirs et leurs pratiques ont été dénigrés et subjugués par des politiques et des pratiques discriminatoires et assimilatoires, ce qui a érodé leur aptitude à se prendre en charge.

Malheureusement, cette dynamique continue d'être reproduite dans les politiques et les pratiques actuelles, y compris dans l'action de lutte contre le changement climatique. Les points de vue, les aspirations, les préoccupations et le rapport aux terres des peuples autochtones sont parfois sacrifiés au profit d'objectifs de conservation de la biodiversité mondiale et de l'extraction de minerais en vue de transitions vers des énergies durables. En outre, les peuples autochtones sont souvent exclus des débats et des prises de décisions sur le climat. Or, les peuples autochtones font preuve d'une résilience, d'un leadership et d'une créativité extraordinaires. Ils revitalisent et inventent des pratiques et des modes de pensée qui revêtent une valeur inestimable au moment de relever les défis du changement climatique, de la conservation de la biodiversité et de la durabilité.

#### Encadré 1. Les réunions de consultation

Afrique (organisée par la <u>Mainyoito Pastoralist Integrated</u> Development Organization, MPIDO)

 Deux réunions régionales : deux réunions de consultation régionales englobant les pays anglophones et francophones, le 16 et 17 novembre 2022, respectivement

Asie (organisée par la <u>Global Home for Indigenous Peoples,</u> <u>GH4IP</u>)

- Trois réunions sous-régionales : Asie du Sud (20 octobre 2022) ; Asie orientale (31 octobre 2022), Asie centrale et occidentale (1er novembre 2022)
- Une réunion régionale : 9 novembre 2022

Amérique latine et Caraïbes (organisée par le <u>Centro para la</u> Autonomía y el Desarrollo de los Pueblos Indígenas, CADPI)

- Cinq réunions sous-régionales: Méso-Amérique (30 septembre 2022), région Amazonie (14 octobre 2022),
   Cône Sud (21 octobre 2022), Caraïbes (28 octobre 2022), Andes (3 novembre 2022)
- Une réunion régionale : 4 novembre 2022

Pacifique (organisée par <u>Partners in Community Development</u> <u>Fiji, PCDF</u>)

• Une réunion régionale : 3 et 4 novembre 2022

Le rapport sommaire des réunions de consultation régionales est disponible <u>ici</u>.

## PRÉPARATION DE LA RÉUNION MONDIALE DE 2023 DU FORUM : LES RÉUNIONS DE CONSULTATION RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES

Dans le cadre des préparatifs de l'IPFI, 13 réunions de consultation régionales et sous-régionales ont été organisées dans les régions Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, ainsi que Pacifique.

Les processus de consultation pour 2020 ont été principalement virtuels, sauf pour la région Pacifique, où des consultations hybrides ont eu lieu. Le format virtuel a permis une plus grande participation. En tout, les réunions ont rassemblé environ 150 représentants d'organisations et de communautés de peuples autochtones, des membres de l'UNPFII, des membres du personnel du FIDA et des partenaires de développement (en tant qu'observateurs). Toutes les réunions de consultation ont été organisées par des organisations autochtones (voir Encadré 1) en coopération avec les bureaux de pays du FIDA et son personnel.

Dans le cadre du thème du Forum, les objectifs des réunions étaient les suivants : (i) échanger sur les expériences et les bonnes pratiques liées au thème principal du Forum ; (ii) partager des connaissances et des faits sur le rôle moteur des peuples autochtones en matière d'action climatique ; (iii) recenser les occasions de renforcer les bonnes pratiques et trouver des solutions durables aux défis auxquels sont

confrontés les peuples autochtones dans leur vie et dans leurs moyens d'existence en raison des changements climatiques ; (iv) diffuser des informations sur l'accès des peuples autochtones au financement de l'action climatique ; et (v) analyser et formuler des recommandations orientées vers l'action en lien avec le thème du Forum.

Ces réunions ont également permis aux participants d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, et d'examiner la mise en œuvre des recommandations de la cinquième réunion mondiale et les plans d'action régionaux adoptés avec les divisions régionales du FIDA en 2021. Ces sessions ont également été l'occasion de sélectionner les participants à la réunion mondiale de l'IPFI et les candidats le Prix du FIDA pour les peuples autochtones.

Suite aux discussions, les ateliers régionaux ont formulé des suggestions et des recommandations orientées vers l'action en rapport avec le thème du Forum, que les participants ont présentées à la réunion mondiale.

## MOMENTS IMPORTANTS DE LA SIXIÈME RÉUNION MONDIALE DU FORUM

La sixième réunion mondiale de l'IFPI s'est tenue les 9, 10 et 13 février 2023, en conjonction avec la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Cette réunion a rassemblé 42 représentants de 33 groupes autochtones¹ d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, qui ont échangé leurs points de vue sur l'évolution du partenariat avec le FIDA. En tout, 57 pour cent des représentants autochtones étaient des femmes, et 21 pour cent des jeunes de moins de 35 ans. Plus de 30 représentants d'organisations partenaires telles que des ONG, des fondations, des organisations internationales, des organes des Nations unies, des instituts de recherche et des universités ont participé à la réunion en tant qu'observateurs ou intervenants. Le Forum a accueilli plus de 180 participants en tout.

#### **Ouverture du Forum**

Le Forum a commencé par une cérémonie spirituelle autochtone menée par Mme Sonia Astuhuaman Pardave (conseillère femmes des Andes, <u>CAOI</u>).

Le discours de bienvenue a été donné par Mme Jyotsna Puri (vice-présidente adjointe, Département de la stratégie et des savoirs, FIDA). Mme Puri a souhaité une chaleureuse bienvenue à Son Excellence Mme Ligia Margarita Quessep Bitar (Gouverneuse du FIDA pour la république de Colombie, ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la Colombie en Italie et représentante permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome).

La vice-présidente adjointe a présenté le thème du Forum et a fait part des attentes du FIDA, à savoir entendre et apprendre des points de vue et des expériences des peuples autochtones en matière de systèmes de gouvernance efficaces, de systèmes de valeurs, de spiritualité et de réciprocité.

7

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> La liste complète des participants se trouve <u>ici</u>.

Mme Puri a fait référence à la double crise du changement climatique et de l'appauvrissement de la biodiversité que nous traversons, deux situations qui sont dues à la surexploitation des ressources. Elle a noté que la communauté internationale est en train de prendre conscience du fait que le changement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité doivent être abordés en parallèle et qu'au FIDA « nous sommes également profondément conscients que les droits de l'homme dépendent d'une planète en bonne santé, et vice-



Le président du FIDA, M. Alvaro Lario, lors de la cérémonie d'ouverture de l'IPFI

@ IFAD/Flavio Ianniello

versa. Pour avoir un environnement sûr, propre et sain, nous devons respecter, protéger et mettre en œuvre les droits de l'homme ». Elle a ajouté que « la pertinence de l'accent mis par la réunion mondiale sur le rôle moteur des peuples autochtones semble évidente ». Mme Puri a déclaré que les peuples autochtones sont les gardiens les plus efficaces de l'environnement, précisant que leurs terres représentent environ 20 pour cent des terres de la planète et renferment une grande partie de la biodiversité restante du monde. Elle a également fait remarquer que les peuples autochtones sont en première ligne face à l'évolution rapide du climat et qu'ils mènent l'élaboration de solutions fondées sur la terre et ancrées dans leur culture en réponse à cette évolution du climat. Mme Puri a souligné qu'un rôle moteur pour les peuples autochtones « signifie une reconnaissance des solutions des peuples autochtones face aux défis en matière de climat et de biodiversité, et la création d'un espace permettant à ces solutions de prendre forme ».

La réunion mondiale a été officiellement ouverte par le président du FIDA, Alvaro Lario. Il a souligné que la seule manière d'inverser la tendance en matière de changement climatique est que les gouvernements et les institutions telles que le FIDA unissent leurs forces à celles des peuples autochtones. Il a ajouté que les peuples autochtones sont en fait reconnus comme les gardiens de la nature et de la biodiversité et qu'ils ont une connaissance de la terre, des mers et de la vie animale et végétale de la planète « tellement intime qu'aucun agronome, concepteur de projet ou bailleur de fonds ne pourra jamais l'égaler ». Selon M. Lario, les savoirs inestimables des peuples autochtones peuvent orienter la transformation des systèmes alimentaires et répondre à l'évolution du climat. « Pour y parvenir », a-t-il conclu, « il est nécessaire de plaider en faveur de la justice sociale et des droits fonciers pour les communautés des peuples autochtones ».

M. Lario a rappelé aux participants que le FIDA travaille avec des peuples autochtones depuis plus de 40 ans et qu'il a appris que c'est lorsqu'ils sont adaptés aux identités, aux valeurs et aux cultures des peuples autochtones que les projets et programmes du FIDA fonctionnent le mieux. Il a fait remarquer que l'IPAF et les projets mis en œuvre avec l'appui de l'<u>Agence suédoise de coopération internationale pour le développement</u> (Sida) en Éthiopie, au Kenya et au Mexique, où des consultants autochtones ont pris part à des missions de conception de projets, constituent de bons exemples de ce travail. Selon M. Lario, il s'agit là d'une façon de mettre en pratique le principe du consentement préalable, libre et éclairé (CPLE). Le

président a également souligné que le développement économique et social doit être impulsé et dirigé par les communautés, car les populations rurales connaissent mieux que quiconque les forces et les faiblesses de leurs propres communautés, ainsi que les améliorations à apporter à leur vie et à leurs moyens d'existence.

M. Lario a rappelé aux participants qu'au cours de la période de financement FIDA12, le Fonds s'était engagé à revoir sa Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones. Cet objectif a été atteint et la politique mise à jour indique désormais très clairement que le FIDA travaille avec les peuples autochtones en tant que partenaires égaux pour élaborer conjointement des stratégies, et pour concevoir et suivre les investissements. Il a souligné qu'à l'avenir, dans le cadre du travail que le FIDA continue d'effectuer avec les peuples autochtones et leurs organisations, les priorités du Fonds comprendront l'amélioration de la

nutrition, la sauvegarde de la biodiversité grâce aux systèmes alimentaires traditionnels, et la prise en compte des besoins et des rôles des femmes et des jeunes.

En conclusion, M. Lario a déclaré que le FIDA continuerait à travailler avec les peuples autochtones et leurs organisations afin qu'ils puissent atteindre leurs propres objectifs de développement. Il a exprimé aux participants son espoir qu'ils parviennent à trouver les meilleurs moyens d'avancer et les a assurés que le FIDA resterait engagé à leurs côtés et continuerait d'être leur partenaire à l'avenir.

Les allocutions d'ouverture des membres du CP du Forum se sont ensuite concentrées sur l'expression d'une profonde gratitude pour l'engagement et le soutien du FIDA au fil des ans. Ils ont particulièrement salué la mise à jour de sa Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones. Les principaux défis et domaines d'amélioration du partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones ont également été soulignés.

Mme Espérance Binyuki Nyota (coordinatrice, <u>Union</u> Pour l'Émancipation de la Femme Autochtone, <u>UEFA-RDC</u>) a remercié le FIDA d'avoir facilité les réunions et les consultations organisées afin de préparer l'IPFI dans les deux sous-régions d'Afrique. Elle s'est réjouie de l'étroite collaboration avec les équipes du FIDA pour rendre le partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones plus pragmatique



and food security for indigenous communities in Natagaima Tolima project (RENACER) » (Adaptation au changement climatique et sécurité alimentaire pour les communautés autochtones à Natagaima Tolima), Colombie

@ FIDA/Michael Benanav

et plus visible. Quant à la politique, si elle a dit apprécier les efforts du FIDA pour la mettre à jour, elle a néanmoins souligné la nécessité d'en assurer l'appropriation par les parties prenantes et a recommandé que le FIDA traduise la politique dans les langues locales.

Les propos de Mme Nyota ont trouvé un écho dans ceux de M. Jesus Amadeo Martinez Guzman (membre du conseil, Conseil autochtone d'Amérique centrale, CICA). Il a félicité le FIDA pour l'élaboration de cette politique et a mis en relief la nécessité de la traduire en actions concrètes au niveau des pays, avec des orientations claires et des mécanismes appropriés. Il a souligné l'accès limité aux terres et aux ressources naturelles, ainsi que la criminalisation et l'assassinat de leaders autochtones, parmi les principaux problèmes auxquels sont confrontés les peuples autochtones dans toutes les régions. Il a conclu son intervention en

demandant une minute de silence pour les peuples autochtones qui ont sacrifié leur vie pour défendre la Terre nourricière.

M. Pallab Chakma (Directeur de la Kapaeeng Foundation et représentant de l'Asie auprès du Conseil mondial de la Coalition internationale pour l'accès à la terre) a souligné que le processus de mise à jour de la Politique a été mené en consultation avec les peuples autochtones et qu'il donnera lieu à davantage d'occasions pour les peuples autochtones et le FIDA de travailler ensemble et d'atteindre leurs objectifs communs. M. Chakma a souligné le rôle des peuples autochtones dans la protection et la préservation de la biodiversité et dans la lutte contre le changement climatique, notamment en utilisant leurs savoirs traditionnels pour assurer une gestion durable des ressources naturelles. Cependant, il a fait remarquer que la question du régime foncier restait un problème qui nécessite un soutien. Il a exhorté le FIDA à traduire la politique en pratique, à renforcer l'engagement du FIDA au niveau national par l'intermédiaire de ses bureaux locaux, et à faciliter le dialogue sur les politiques au niveau national entre les peuples autochtones et les gouvernements nationaux.

La séance d'ouverture a été clôturée par le discours de M. Dario José Mejia (président de l'UNPFII), qui a mis l'accent sur l'immense contribution des peuples autochtones à l'humanité, la nécessité d'un changement de paradigme pour garantir le respect de leurs droits territoriaux, culturels et politiques, et la nécessité d'intégrer le savoir des peuples autochtones dans les politiques et les investissements. Il a par ailleurs souligné la nécessité d'augmenter le budget mondial des projets soutenant les peuples autochtones, notamment par le biais du financement de l'action climatique.

La séance d'ouverture s'est terminée par l'examen et l'approbation du programme de la réunion mondiale.

## Tendances et évolutions du partenariat du FIDA avec les peuples autochtones

Partenariat en cours. Comme il est d'usage lors des réunions mondiales du Forum des peuples autochtones, le FIDA a présenté un rapport analysant <u>Progrès réalisés par le FIDA concernant son engagement aux côtés des peuples autochtones durant l'exercice biennal 2021/2022</u>, en faisant le point sur l'expérience du FIDA et en mettant en évidence les réussites et les accomplissements.

Les progrès réalisés concernant les recommandations de la cinquième réunion mondiale ont été présentés par Mme Ilaria Firmian (spécialiste technique supérieure, questions relatives aux peuples autochtones et aux tribus, FIDA)<sup>2</sup>.

Elle a donné un aperçu du processus et des résultats de l'examen de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. Le processus a été codirigé par les membres autochtones du CP de l'IPFI. La politique mise à jour tient pleinement compte de la nécessité de promouvoir les droits des peuples autochtones sur les terres, les territoires et les ressources grâce à une approche intégrée du développement économique, environnemental et social, ce sur la base d'un cadre défini. La Politique s'appuie également sur l'avantage comparatif du Fonds en matière d'adaptation au changement climatique et sur son mandat unique d'éradication de la pauvreté dans les zones rurales. Parmi les changements significatifs introduits par la politique mise à jour on peut citer : (i) un changement de paradigme au sein du FIDA, qui travaille désormais avec les peuples autochtones en tant que partenaires horizontaux ; (ii) la prise en compte de la nature en évolution de l'aide mondiale et de la nécessité d'accroître les financements provenant de diverses sources multilatérales et bilatérales ; (iii) l'introduction d'un nouveau principe sur la souveraineté alimentaire et la sécurité nutritionnelle afin de garantir la protection et la préservation des systèmes alimentaires autochtones ; et (iv) le renforcement de la représentation des peuples autochtones dans les organes de gouvernance du FIDA, en dotant des représentants sélectionnés de l'IPFI du statut d'observateurs aux

-

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> La présentation complète est disponible <u>ici</u>.

sessions du Conseil d'administration du FIDA lorsque des aspects pertinents pour les peuples autochtones sont inscrits à l'ordre du jour.

Il a été signalé que la douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) s'est engagée à faire en sorte qu'au moins 10 projets au cours de sa période de mise en œuvre (2022-2024) incluent les peuples autochtones en tant que groupe cible prioritaire. Parmi ces projets, deux - un au Congo et un en République démocratique populaire lao - ont été approuvés à ce jour, tandis que six autres ont été



Mme Ilaria Firmian (FIDA), présentant le partenariat en cours

@ FIDA/Flavio lanniello

identifiés à titre préliminaire et sont actuellement en cours de conception. L'engagement à mettre en pratique le CPLE en faisant intervenir des consultants autochtones dans la conception des projets est en cours de mise en œuvre dans cinq pays (Belize, Éthiopie, Kenya, Mexique et Viet Nam).

Durant l'exercice biennal, le FIDA a approuvé 12 programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) et notes stratégiques de pays (CSN) qui incluent et/ou ciblent les populations autochtones<sup>3</sup>. Par ailleurs, 21 nouveaux projets en faveur des peuples autochtones ont été approuvés par le Conseil d'administration (soit 50 pour cent de l'ensemble des projets approuvés au cours de la période).

En ce qui concerne le suivi et l'évaluation, les progrès suivants ont été soulignés : (i) le FIDA pilote la mise au point d'un tableau de bord interactif en ligne pour soutenir des stratégies et des décisions éclairées et encourager le partage des connaissances, y compris sur l'engagement aux côtés des peuples autochtones ; (ii) des indicateurs spécifiques pour mesurer le bien-être des peuples autochtones ont été développés par le Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI), Samburu Women Trust et la Tebtebba Foundation pour suivre les progrès accomplis dans les projets financés par l'IPAF. Ces indicateurs concernent également des domaines très pertinents liés au développement autonome des peuples autochtones.

Des avancées pertinentes ont également été signalées en ce qui concerne la mise en pratique du CPLE, avec l'adoption des Procédures actualisées d'évaluation sociale, environnementale et climatique en 2021, et la révision de la Note pratique : Obtenir le consentement préalable, libre et éclairé dans le cadre des projets d'investissement du FIDA. En 2022, le FIDA a publié le document d'orientation Policy Brief: Free, Prior and Informed Consent (FPIC) - Indigenous peoples-driven development pathways, suivi d'un Appel à l'action destiné à tous les acteurs du développement, y compris les gouvernements et le secteur privé, pour qu'ils respectent et appliquent le CPLE comme outil de justice sociale dans toute initiative de développement. La même année, le FIDA a publié le rapport The Free, Prior and Informed Consent Advantage: Action for empowerment in Latin America.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Burundi, Cambodge, Guatemala, Guyana, Indonésie, Madagascar, Népal, Nicaragua, Ouganda, Pakistan, Somalie, Togo.

Pour améliorer la collaboration entre le FIDA et les représentants des peuples autochtones au niveau des pays, le FIDA a soutenu avec succès l'organisation de 13 réunions de consultation régionales et sous-régionales en préparation de l'IPFI, mis à jour 35 Notes techniques de pays et amélioré le processus de sélection de l'IPAF en vue de renforcer les liens avec les programmes de pays du FIDA.

Des efforts spécifiques ont également été déployés pour améliorer la gestion des connaissances fondée sur des données probantes en menant l'évaluation indépendante du cinquième cycle de l'IPAF, en organisant les Prix pour les peuples autochtones, et en publiant régulièrement des billets de blog, des récits et des podcasts sur le site Web du FIDA, ainsi qu'en veillant à la participation du FIDA à des événements d'apprentissage. Le FIDA a également soutenu la participation de représentants des peuples autochtones à des plateformes mondiales telles que l'IPFI, l'UNPFII, les conférences des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique. En revanche, il n'y a pas eu de progrès sur l'engagement à mettre à jour le kit d'information du FIDA « Coopérer avec les éleveurs nomades – une approche de développement systémique ».

Conformément aux décisions prises lors de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA, pour réaffirmer l'engagement du FIDA en faveur des peuples autochtones, les accomplissements suivants ont eu lieu :

- Un soutien direct au développement autonome des peuples autochtones est apporté à travers l'IPAF, dont le sixième cycle (2022–2026) a été lancé en août 2022. Il sera cofinancé par la Sida et la <u>David and Lucile Packard Foundation</u>, pour un total de 3,3 millions USD. Une proposition de subvention a été présentée en décembre pour compléter ce cycle au moyen de 2,5 millions USD de plus de la part du FIDA;
- Un représentant du Comité de pilotage de l'IPFI et un autre du Comité de pilotage du Forum des agriculteurs ont été nommés membres du Comité consultatif du Programme de résilience rurale du <u>Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+)</u>. Cela devrait faciliter l'accès aux ressources pour les peuples autochtones au titre de ce programme.

Accomplissements des projets financés par l'IPAF. Les co-responsables régionales de l'IPAF, Mme Yohanis Amador (Forum international des femmes autochtones), Mme Jacqueline Macharia (Samburu Women Trust) et Mme Eleanor Dictaan-Bang-ao (Tebtebba Foundation) ont présenté les résultats obtenus jusqu'ici dans la mise en œuvre des projets de l'IPAF en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique et dans la région Asie et Pacifique, respectivement. Tous les intervenants ont souligné la valeur ajoutée du mécanisme comme instrument unique permettant de soutenir le développement autonome des peuples autochtones. Selon les intervenants, l'IPAF a renforcé la confiance au sein des communautés autochtones et est parvenu à les aider à exercer leurs droits individuels et collectifs, et à être reconnues comme contribuant aux efforts pour relever les défis mondiaux. Dans le même temps, la nécessité d'accroître les investissements pour financer les projets de l'IPAF a été soulignée.

#### **AFRIQUE**

**Bénéficiaires directs**: 2 553, dont 53 % de femmes et 53 % de jeunes

11 projets dans 8 pays: Cameroun, Congo, Ghana, Kenya, Maroc, Ouganda, Tanzanie, République démocratique du Congo (RDC)

#### Principaux résultats :

- 22 184 hectares de terres sous titres communaux et individuels (Tanzanie)
- 150 000 USD mobilisés
- Augmentation de 60 % des revenus des jeunes autochtones (Ghana)
- Amélioration de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation grâce à des fourneaux de cuisine améliorés (Cameroun)
- Réhabilitation des forêts communautaires, promotion de l'agroforesterie et préservation des espèces d'arbres résistantes à la sécheresse (Cameroun, Maroc, RDC)

#### **ASIE ET PACIFIQUE**

**Bénéficiaires directs :** 6 656, dont 66 pour cent de femmes et 51 % de jeunes

12 projets dans 10 pays : Bangladesh, Cambodge, Fidji, Inde, Indonésie, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Vanuatu

#### Principaux résultats :

- Transfert des connaissances autochtones, en particulier grâce à la mobilisation des jeunes
- Récupération et préservation des aliments traditionnels, des cultures et des semences riches en nutriments et résistantes au climat
- Amélioration des moyens d'existence et de l'accès aux marchés
- Obtention de terres (p. ex. grâce à des protocoles communautaires)
- Amélioration de la production (p. ex. soutien aux fermes collectives, aux groupes de producteurs)
- Amélioration de l'accès aux technologies pour faire face à l'impact du changement climatique (p. ex. fourneaux de cuisine améliorés)

#### AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

**Bénéficiaires directs**: 1 488 dont 50 % de femmes et 26 % de jeunes

11 projets dans 11 pays: Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, El Salvador, Équateur, Guatemala, Guyana, Mexique, Paraguay, Pérou

#### Principaux résultats :

- Renforcement des réseaux reliant les organisations autochtones aux initiatives du FIMI (p. ex. Global Leadership School, Program Leading from the South)
- Production et partage de connaissances à tous les niveaux
- Amélioration des moyens d'existence des populations autochtones grâce à la récupération de techniques ancestrales pour le développement économique des communautés
- Actions de plaidoyer réussies
- Récupération et promotion des connaissances ancestrales, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles

### Le partenariat entre les peuples autochtones et le FIDA : la marche à suivre

Des résumés sur les résultats et les recommandations des <u>réunions de consultation régionales</u> organisées en <u>Afrique</u>, <u>Asie</u>, <u>Amérique latine et Caraïbes</u>, et dans la région <u>Pacifique</u> en vue du Forum ont été présentés par : <u>Mme Margaret Tunda Lepore</u> (membre du Comité de pilotage de l'IPFI et co-fondatrice du *Kopito Women Group*) ; <u>Mme Yun Mane</u> (membre du Comité de pilotage de l'IPFI et conseillère technique de la <u>Cambodia Indigenous Peoples Organization</u>, <u>CIPO</u>) ; <u>M. Nestor Perez</u> (technicien, CICA) ; et <u>M. Ulaiasi Baya</u> (consultant, <u>Customary Land Solutions</u>)<sup>4</sup>.

Dans l'ensemble, les représentants des peuples autochtones reconnaissaient la pertinence des réunions de consultation préparatoires dans le cadre du processus du Forum. Elles sont non seulement essentielles à la préparation de la réunion mondiale, mais elles contribuent aussi à améliorer la connaissance mutuelle entre le FIDA et les peuples autochtones et leurs organisations, à diffuser des informations sur le FIDA et son mode de fonctionnement, et à renforcer la mobilisation et la participation des peuples autochtones aux opérations du FIDA. Les réunions ont également été l'occasion de présenter les points de vue, les expériences et les bonnes pratiques des peuples autochtones sur la manière de concevoir et de mettre en œuvre des actions qui renforcent la biodiversité et encouragent l'atténuation du changement climatique, et l'adaptation et la résilience face à ce dernier.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Les présentations sont disponibles <u>ici</u>.

Les présentations ont constitué une introduction aux discussions qui ont suivi dans le cadre de trois sessions régionales parallèles en groupes de travail (Afrique, Asie et Pacifique, et Amérique latine et Caraïbes) coprésidées par les directeurs régionaux du FIDA et des représentants de peuples autochtones. Parmi les représentants du FIDA figuraient des directeurs, des directeurs de centres sous-régionaux, des responsables et chargés de



Projet financé par l'IPAF « Indigenous Tree Species Restoration, Climate Change Adaptation and Indigenous Livelihood Enhancement Project » (Restauration des espèces d'arbres indigènes, adaptation au changement climatique et amélioration des moyens d'existence autochtones), Éthiopie

@ FIDA/Petterik Wiggers

programmes de pays, ainsi que des membres des équipes de pays. La plupart d'entre eux se sont connectés en distanciel.

À l'issue d'un dialogue et de débats intenses et constructifs, les représentants du FIDA ayant participé aux sessions ont défini la marche à suivre pour élaborer les plans d'action régionaux pour l'exercice biennal 2023–2024, en tenant compte des contributions recueillies au cours des sessions régionales parallèles.

# Discussion sur le thème global du Forum – Les peuples autochtones se chargent de l'action climatique: des solutions communautaires au service de la résilience et de la biodiversité

La session a été présidée par M. Oliver Page (spécialiste principal du climat et de l'environnement et membre du Conseil d'administration de l'IPAF, FIDA), qui a présenté le thème du Forum. De nombreuses interventions et présentations par des représentants de peuples autochtones, du FIDA et de ses partenaires ont enrichi la discussion et permis aux participants au Forum de débattre et de dialoguer sur des questions pertinentes, de renforcer leur connaissance des autres participants, et d'évaluer les possibilités de développement de synergies et de partenariats.

Mme Sherilee Harper (professeure associée, École de santé publique, Université de l'Alberta) a présenté un exposé<sup>5</sup> sur le <u>GIEC</u>, un organisme des Nations Unies qui fournit aux gouvernements des informations scientifiques dont ils peuvent se servir pour élaborer des politiques en matière de climat. Selon

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> La version intégrale de la présentation est disponible <u>ici</u>.

l'intervenante, certaines études récentes, comme « Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability » et le « Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique », indiquent que les connaissances autochtones constituent à elles seules une source précieuse de données probantes, de savoir et d'informations qui sont essentiels pour comprendre le changement climatique, y répondre et le gérer. Pour bénéficier de ces connaissances, l'autodétermination des peuples autochtones est essentielle. À l'avenir, les rapports devraient compter



Projet financé par l'IPAF « Enhance Ulu Gumum Jakun Orang Asli Livelihoods through Diversity, Social Enterprise and Sustainable Agriculture » (Améliorer les moyens d'existence du peuple Ulu Gumum Jakun Orang Asli à travers la diversité, l'entreprise sociale et l'agriculture durable), Malaisie

@ FIDA/Francesco Cabras

parmi leurs auteurs principaux des auteurs autochtones et supprimer les obstacles au recours aux connaissances autochtones.

Mme Liliana Vianey Vargas (consultante autochtone) a fait part de son expérience en tant que consultante autochtone ayant participé à la conception du projet soutenu par le FIDA « Approche fondée sur les bassins pour la durabilité des moyens d'existence à travers des stratégies d'adaptation » au Mexique. Mme Vargas a souligné la valeur ajoutée de la mobilisation de consultants autochtones dans les processus de conception, car ils apportent des points de vue uniques sur les droits collectifs et individuels des peuples autochtones, y compris en ce qui concerne l'autonomisation des femmes. Leur participation est essentielle pour garantir que les projets répondent aux besoins locaux et incluent la participation des autorités, institutions et organes décisionnels autochtones comme partenaires horizontaux. Mme Vargas a également souligné que des consultants autochtones devraient intervenir dans l'ensemble du cycle de vie du projet afin de garantir un dialogue permanent avec les communautés et leurs systèmes de prise de décisions. Par ailleurs, la mise en place d'un réseau de consultants autochtones pourrait faciliter leur engagement et l'apprentissage mutuel, et favoriser la reproduction de cette approche au sein d'autres agences et organisations<sup>6</sup>.

M. Wolde Tadesse (membre du Comité de pilotage de l'IPFI et du Conseil d'administration de l'IPAF) a souligné le rôle des peuples autochtones en tant que leaders en matière de climat, notamment en raison du lien particulier qu'ils entretiennent avec leurs territoires. Dans ce contexte, le régime foncier autochtone continue de constituer le fondement du bien-être, des moyens d'existence et de l'autonomie des peuples autochtones. L'absence de droits fonciers sûrs constitue une menace majeure pour le leadership en matière de climat.

Mme Carine Nzimba Zere (présidente de l'Association Debout Femmes Autochtones du Congo, ADFAC) a présenté les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire des Femmes et Jeunes Autochtones du Village Ingolo 2, soutenu par l'IPAF. Ce projet a été mis en œuvre dans le département de la Lékoumou et a bénéficié à 30 personnes (dont 16 femmes) qui ont vu

15

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> La version intégrale de la présentation est disponible <u>ici</u>.

s'améliorer leurs moyens d'existence, ainsi que leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Parmi les activités promues ont figuré la création d'une coopérative composée de jeunes, des formations pour améliorer la production de maïs, de manioc et de riz, l'installation d'unités de transformation du maïs et du manioc, et l'appui au leadership des femmes. Des actions de plaidoyer ont également été menées pour la délimitation et la sécurisation des terres. L'intervenante a souligné la nécessité d'augmenter les financements de l'IPAF, en mettant l'accent sur le renforcement du leadership autochtone autour des questions liées au changement climatique, sur la réalisation d'études sur les connaissances et les pratiques autochtones, ainsi que sur des actions de plaidoyer à différents niveaux<sup>7</sup>.

Mme Jennifer Rubis (spécialiste des peuples autochtones, <u>Fonds vert pour le climat, FVC</u>) a fait part de quelques réflexions sur le financement de la lutte contre le changement climatique et sur la manière dont il peut soutenir le rôle moteur des peuples autochtones en matière de climat. Elle a souligné que, bien que le FVC ait financé de nombreux projets qui englobent la prestation d'un soutien aux peuples autochtones, il est nécessaire d'améliorer le suivi et l'évaluation afin de saisir les impacts, de suivre les investissements ciblant les peuples autochtones, de tirer des leçons, de concevoir de meilleurs systèmes et d'améliorer le ciblage. Elle a également mis l'accent sur la nécessité d'établir des synergies entre les différents organismes et organisations qui soutiennent le rôle moteur des peuples autochtones en matière de climat.

Au nom de Mme Lucy Mulenkei (présidente, Groupe consultatif sur les populations autochtones, Fonds pour l'environnement mondial, FEM), M. Terence Hay-Edie (conseiller de programme sur la biodiversité, FEM) a signalé que le FEM a renforcé son partenariat avec les peuples autochtones à travers plusieurs instruments. Un groupe de travail sur les peuples autochtones a été mis en place en juillet 2011 pour fournir un retour d'information au Secrétariat du FEM, y compris sur les options pour renforcer la mobilisation et la participation des peuples autochtones. Il a indiqué qu'une Évaluation de l'engagement du FEM aux côtés des peuples autochtones (Evaluation of GEF Engagement with Indigenous Peoples) a été publiée en 2018 qui comportait des aperçus et des enseignements conduisant à des recommandations visant à renforcer la collaboration. Il a souligné qu'en 2011, le FEM a adopté les normes minimales de l'agence en matière de sauvegarde environnementale et sociale (Agency Minimum Standards on Environmental and Social Safeguards), qui comprennent une norme minimale consacrée aux peuples autochtones. Un groupe consultatif du FEM sur les peuples autochtones a également été créé pour prodiguer des conseils et créer des possibilités de partenariat pour le Secrétariat du FEM. Ses membres, parmi lesquels figurent les peuples autochtones, seront renouvelés en 2023. Concernant les prochaines étapes, M. Hay-Edie a informé les participants que le directeur général du FEM, M. Carlos Manuel Rodríguez, s'est engagé à ce que 10 pour cent des ressources du FEM aillent à des acteurs non étatiques, y compris les peuples autochtones, d'ici à 2030.

Les participants ont formulé plusieurs commentaires, questions et recommandations en rapport avec le thème du Forum. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité d'un changement de paradigme pour inclure les connaissances autochtones comme source fiable d'informations et de données probantes parmi les organes onusiens et les institutions universitaires. Ils ont souligné l'importance de promouvoir l'accès des peuples autochtones aux énergies renouvelables afin de construire des communautés résilientes au changement climatique. À cet égard, l'allocation d'un million USD par le Programme de microfinancements du FEM devrait avoir un impact considérable. Ce programme soutient des initiatives communautaires liées aux énergies renouvelables et est mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement, en partenariat avec Right Energy Partnership with Indigenous Peoples. Les participants ont fait part de leur inquiétude concernant l'imposition de solutions climatiques dans les territoires autochtones et l'accaparement des terres et des ressources naturelles par l'industrie minière – entre autres industries – qui entraînent des déplacements massifs et la perte de vies au sein des peuples autochtones. Enfin, ils ont souligné l'importance pour les peuples autochtones de s'engager aux côtés d'organisations internationales, de donateurs et de décideurs, et d'exiger d'eux qu'ils respectent leurs engagements à fournir des financements directs aux peuples autochtones.

.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> La version intégrale de la présentation est disponible <u>ici</u>.

Mme Diana Pizarro (coordinatrice mondiale pour les peuples autochtones, Banque mondiale) a expliqué que la Banque mondiale travaille sur une nouvelle initiative visant à identifier les principaux moteurs de la résilience et à comprendre comment la Banque peut renforcer la participation des peuples autochtones dans l'ensemble de son vaste portefeuille d'investissements et dans son dialogue sur les politiques. Pour ce faire, la Banque mondiale prévoit d'organiser des réunions avec des représentants de peuples autochtones afin que leurs voix soient prises en compte dans la réflexion menée par l'institution, et d'examiner la pauvreté dans le contexte plus large de la durabilité et du changement climatique.

## La cérémonie 2023 des Prix du FIDA pour les peuples autochtones

Les Prix pour les peuples autochtones ont été lancés en 2021 par le FIDA pour reconnaître les accomplissements des projets de développement qui s'engagent efficacement aux côtés des peuples autochtones. La cérémonie de remise des prix a été dirigée par M. Jesús Amadeo Martínez Guzmán, qui a annoncé <u>les lauréats</u> parmi les candidats.

Le <u>Programme de renforcement intégral de la filière des camélidés dans le haut-plateau bolivien (PRO-CAMÉLIDOS)</u> a reçu le prix du meilleur projet financé par le FIDA. Le prix a été accepté par <u>Mme Dania Peñaloza Gomez</u> (représentante de la communauté Ayllu Lerco). Ce programme a été mis en œuvre dans 30 municipalités des départements de La Paz, Oruro et Potosí, où des peuples autochtones se consacrent à l'élevage de camélidés. Il a directement ciblé 10 563 personnes de la communauté Ayllu Lerco et leur a fourni des enclos mobiles, des greniers à foin pour le stockage du fourrage et l'accès à des systèmes d'eau, ce qui a permis de réduire la mortalité animale, et de relancer leur économie et les territoires environnants. Grâce à la mise en œuvre de projets communautaires en coordination avec les municipalités, ce programme

entreprend également des actions visant à protéger les écosystèmes et la biodiversité, et à promouvoir les moyens d'existence des populations autochtones.

Le projet « Improving the Food Security of Bakola/Bagyeli Children and Ensuring the Empowerment of the Ngoyang School through Sustainable Agriculture » (Améliorer la sécurité alimentaire des enfants des communautés bakola/bagyeli et assurer l'autonomisation de l'école de Ngoyang grâce à l'agriculture durable) a reçu le prix du projet le plus performant financé par l'IPAF. Le prix a été remis à Mme Catherine Fleur Amban Nkoro (coordinatrice logistique, Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun, FEDEC). Ce projet, qui s'est donné pour objectif global de renforcer le foyer scolaire de Ngoyang, a établi une plantation agroforestière de 10 hectares, en allouant des parcelles aux aliments

Encadré 2. La Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones

Dirigée par des peuples autochtones, <u>la Coalition sur les systèmes alimentaires</u> des peuples autochtones a été créée en octobre 2022 comme résultat majeur du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, avec le soutien des gouvernements du Canada, de l'Espagne, de la Finlande, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la République dominicaine, ainsi que de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'UNPFII

La Coalition vise à protéger et à renforcer les systèmes alimentaires des peuples autochtones dans le monde entier, ainsi qu'à diffuser et à élargir leurs connaissances traditionnelles et leurs bonnes pratiques, qui ont le potentiel de transformer les systèmes alimentaires mondiaux dans leur ensemble.

La Coalition mondiale est présidée par le président de l'UNPFII, qui a désigné l'Unité des peuples autochtones de la FAO comme secrétariat. D'autres organismes des Nations unies, telles que le FIDA, le Programme des Nations unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture et le Programme alimentaire mondial, se sont jointes à la

traditionnels et d'autres cultures, a fourni des équipements et permis la construction d'un entrepôt pour stocker les produits en toute sécurité. En 2022, cette plantation a produit plus d'une tonne de manioc, que la communauté a consommé ou vendu, ce qui a généré 182 USD, qui ont permis de financer des activités de l'école. Un comité de gestion de l'école a également été établi, au sein duquel des positions clés ont été assignées à des femmes. Les membres de ce comité associent leurs connaissances traditionnelles à leur

formation au suivi et aux techniques de l'agroforesterie pour lutter contre l'érosion et atténuer les effets du changement climatique.

Enfin, le projet Renforcement des capacités des systèmes communautaires de production d'énergie renouvelable en vue de l'élaboration de politiques énergétiques hors réseau aux Philippines a reçu le prix du projet non financé par le FIDA le plus performant. Le prix a été remis à M. Glendo Gayyed (électricien, Sibol ng Agham at Teknolohiya Inc., SIBAT) et Mme Estrella Catarata (directrice générale, SIBAT). Ce projet a travaillé avec les communautés autochtones igorots dans la région de Cordillera pour mettre en place des systèmes communautaires d'énergie renouvelable. Grâce à cette initiative, 1 684 ménages autochtones ont mis en place de petits systèmes de production d'énergie hydroélectrique gérés par la communauté, permettant ainsi aux foyers, aux écoles et aux établissements de santé des zones reculées d'avoir accès à

l'électricité. Les entreprises rurales, telles que les moulins à riz et à maïs, fonctionnent désormais grâce à une énergie propre et contribuent à améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire, tout en étant durables. Le projet a adopté une approche participative dans laquelle le CPLE été appliqué dès la phase initiale de conception et tout au long de la mise en œuvre du projet.



La cérémonie des Prix pour les peuples autochtones

@ FIDA/Flavio lanniello

## Table ronde avec les organismes ayant leur siège à Rome sur la Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones

Cette session a été présidée par Mme Lola García-Alix (conseillère supérieure, Gouvernance mondiale, Groupe de travail international pour les affaires autochtones, IWGIA), qui a fourni des informations de référence sur la création de la Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones.

Son Excellence Miguel Jorge García Winder (ambassadeur et représentant permanent du Mexique auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome) a souligné que le long processus qui avait conduit à la création de la Coalition avait été démocratique et inclusif. Il a également reconnu le rôle moteur des peuples autochtones et les efforts soutenus de la part des pays et des organismes des Nations Unies qui y participent. Enfin, il a souligné que les organismes des Nations Unies devraient soutenir les efforts de la Coalition en alignant leurs stratégies sur les propositions, les besoins et les points de vue des peuples autochtones. En particulier, les organismes des Nations Unies devraient (i) soutenir l'élaboration d'un système de suivi des progrès et de la prise de décisions en temps opportun ; (ii) créer un portefeuille de projets visant à soutenir les systèmes alimentaires des peuples autochtones ; et (iii) engager des ressources.

M. Dario José Mejía a souligné que les innovations mises en œuvre par les peuples autochtones pour répondre à la pandémie de COVID-19 ont mis en évidence la pertinence de leurs connaissances, systèmes et pratiques au moment d'assurer la résilience des communautés autochtones. Dans ce contexte, la Coalition est l'occasion

d'élaborer des



Projet de développement de la production locale dans les hauts-plateaux et la forêt humide du Pérou (Avanzar Rural)

@ FIDA/Giancarlo Shibayama/Factstory

stratégies pour le développement de politiques publiques au niveau national fondées sur les connaissances et la vision des peuples autochtones en matière d'alimentation.

M. Pallab Chakma a mis l'accent sur le fait que les connaissances, les pratiques et les modes de vie des peuples autochtones sont cruciaux pour assurer des systèmes alimentaires durables. Toutefois, les avantages ne sont possibles que si l'on accorde la priorité à des régimes fonciers sûrs pour les peuples autochtones. Il a souligné que les peuples autochtones attendent de la Coalition un engagement significatif à tous les niveaux (y compris pour faciliter le dialogue au niveau national), un esprit de partenariat et des actions concrètes.

Mme Myrna Cunningham (présidente du Comité de pilotage de l'IPFI et membre du Conseil d'administration de l'IPAF) a souligné que les peuples autochtones sont dotés de systèmes alimentaires résilients et durables ancrés dans leurs connaissances et leurs systèmes de production. Pour soutenir les peuples autochtones, la Coalition et les organismes ayant leur siège à Rome devraient favoriser le dialogue avec les gouvernements pour transformer les politiques publiques, faciliter l'accès à l'assistance technique et mobiliser les ressources. Cependant, les peuples autochtones devraient participer à tous les processus grâce à l'engagement systématique de leurs dirigeants, de leurs communautés et de leurs organisations. Si les peuples autochtones ne s'approprient pas le processus, le travail de la Coalition se soldera par un échec. Les enseignements et les recommandations formulés dans le cadre de mécanismes de dialogue existants tels que l'UNPFII devraient être pleinement exploités. En outre, la Coalition devrait tirer parti des connaissances et de l'expérience déjà générées par les systèmes alimentaires des peuples autochtones. Enfin, les organismes des Nations Unies devraient mobiliser des ressources et travailler de manière coordonnée et ciblée. Selon Mme Cunningham, si ces conditions sont remplies, « la Coalition durera longtemps », et d'autres pays où vivent des communautés autochtones seront inspirés et chercheront à reproduire les expériences positives.

M. Phrang Roy (coordinateur, <u>Indigenous Partnership for Agrobiodiversity and Food Sovereignty</u>) a déclaré que les peuples autochtones, qui entretiennent une relation sacrée avec la nature qui les aide à s'adapter à des systèmes environnementaux distinctifs et diversifiés, peuvent changer la donne et réorienter les efforts vers un système alimentaire davantage fondé sur la nature. Selon M. Roy, les systèmes alimentaires des peuples autochtones offrent des initiatives de gestion des risques visant à limiter le réchauffement

climatique, prévenir les famines futures et remédier à l'appauvrissement de la biodiversité à différentes échelles. Malgré ces atouts, les peuples autochtones étaient des acteurs marginaux au Sommet sur les systèmes alimentaires jusqu'à ce que sept pays commencent à promouvoir la Coalition. Pour être efficace, la Coalition doit accorder la priorité absolue à la défense des droits des peuples autochtones sur leurs terres et territoires. M. Roy a lancé un appel à l'élargissement des initiatives couronnées de succès et des meilleures pratiques, telles que celles mises en œuvre dans le cadre de l'IPAF.

Mme Ilaria Firmian a présenté les dernières avancées du FIDA en matière de soutien aux systèmes alimentaires des peuples autochtones. Elle a souligné que l'élaboration de la nouvelle politique du FIDA, qui comporte un nouveau principe d'engagement lié à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, a été le résultat d'un processus consultatif codirigé par les peuples autochtones. En outre, elle a fait remarquer que le FIDA possède un portefeuille performant ; en effet, 60 pour cent des projets achevés au cours de la période 2018—

#### Encadré 4. Réponse de l'équipe de direction du FIDA à la Synthèse des délibérations

« Président et membres du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA

Représentants d'organisations et de communautés de peuples autochtones

Chers amis, chers collègues

C'est pour moi un privilège de présenter aujourd'hui la réponse de l'équipe de direction du FIDA à la Synthèse des délibérations de la sixième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA, et j'aimerais commencer par réitérer le fait que le Forum continue d'illustrer clairement la détermination et l'engagement des représentants des peuples autochtones qui, au fil des ans, ont contribué de manière si active à en faire ce qu'il est aujourd'hui, ainsi que le dévouement des membres du personnel du FIDA qui ont appuyé sa création et géré ses réunions régulières.

C'est le troisième Forum des peuples autochtones auquel j'assiste, et je constate qu'il est toujours plus inclusif et consultatif, avec des délibérations plus ciblées. Je crois que cette année, pas moins de 150 représentants de peuples autochtones ont participé à 13 consultations régionales. Un nombre considérable de membres du personnel du FIDA – notamment des directeurs régionaux, des directeurs de pays et des chargés de programmes de pays – ont également participé aux consultations régionales et aux réunions régionales de la deuxième journée du Forum.

Ce Forum est un événement qui revêt une valeur réelle pour le FIDA, et j'espère qu'il en est de même pour vous et les peuples autochtones que vous représentez. Nous échangeons sur nos expériences, nous apprenons les uns des autres et nous trouvons des moyens d'établir des partenariats plus étroits avec des objectifs plus clairs. Mon seul regret est de ne pas avoir eu le temps de participer à davantage de sessions du Forum, comme je l'aurais souhaité.

Comme vous avez peut-être entendu le président Lario l'expliquer dans son discours d'ouverture : le FIDA s'est engagé à donner la priorité à son travail avec les peuples autochtones, car vous êtes les points d'ancrage du leadership de l'action climatique, avec votre connaissance intime de vos terres et votre relation réciproque avec la biodiversité de vos terres. Comme il l'a dit à juste titre, « Personne ne comprendra jamais la nature de manière aussi profonde que les peuples autochtones ». Ainsi, dans le contexte de la grave crise climatique à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui, il est tout à fait justifié que ce sixième Forum des peuples autochtones au FIDA soit consacré au rôle moteur des peuples autochtones en matière de climat.

Dans ce contexte, je tiens à souligner la récente mise à jour de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, qui a été approuvée par le Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones – en mettant l'accent sur les principes de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition.

En ce qui concerne la Synthèse des délibérations, je voudrais tout d'abord vous remercier tous d'avoir élaboré ce document de synthèse. Il constituera un outil utile pour nous aider tous à mieux rendre des comptes à l'avenir.

C'est par l'intermédiaire du Département de la gestion des programmes, que je dirige, que notre partenariat avec les peuples autochtones est mis en œuvre au niveau national. Je tiens donc à souligner que, dans de nombreux pays, les peuples autochtones sont des parties prenantes clés – et des partenaires actifs – de nos programmes nationaux et que, là où leurs communautés sont particulièrement marginalisées, ils doivent être d'importants bénéficiaires des projets que nous cofinançons avec les gouvernements de nos États membres.

J'ai pris connaissance des recommandations que vous avez adressées au FIDA. Elles sont toutes sensées, et je pense que le FIDA devrait s'efforcer de répondre positivement à la plupart d'entre elles, dans le cadre des structures et des ressources dont il dispose. Pour réussir, il sera essentiel d'inclure votre voix dans notre dialogue avec les gouvernements – avec lesquels et à travers lesquels nous travaillons, et qui empruntent au FIDA pour financer leurs projets. Il sera essentiel de veiller à ce que vos voix soient entendues non seulement par le FIDA, mais aussi par les gouvernements, tant dans le dialogue sur les politiques que dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre des projets.

Mais je voudrais revenir sur les recommandations qui me semblent particulièrement importantes pour le Département de la gestion des programmes :

- Concernant votre recommandation d'assurer la participation significative des peuples autochtones à la conception, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des stratégies, des projets et des programmes du FIDA à tous les niveaux: Oui, et nous avons mis la machine en marche. D'ici à la fin de 2023, nous compterons 45 bureaux de pays et multinationaux du FIDA à travers le monde, avec des directeurs de pays sur le terrain, et nous avons déjà constaté des résultats positifs pour ce qui est de l'engagement aux côtés de nos partenaires et des parties prenantes au sein des pays. Nous considérons qu'il s'agit là d'une occasion cruciale de faciliter un dialogue régulier entre les programmes de pays du FIDA et les principales parties prenantes, y compris les représentants de peuples autochtones. Nous avons de nombreux nouveaux directeurs de pays, et je veillerai à ce qu'ils soient tous sensibilisés aux nouvelles orientations de la Politique mise à jour du FIDA sur l'engagement aux côtés des peuples autochtones et à ce qu'ils tiennent compte des plans d'action régionaux qui seront finalisés après ce Forum, lorsqu'ils élaboreront de nouvelles stratégies nationales et de nouveaux projets avec les gouvernements.
- Concernant votre recommandation d'investir dans le renforcement des capacités des peuples autochtones: Oui. Comme vous le savez peut-être, nous nous sommes engagés à ce qu'il figure au moins 10 nouveaux projets axés spécifiquement sur les peuples autochtones dans la FIDA12, mais je peux déjà dire que nous en aurons probablement plus, et j'espère être en mesure de vous informer, lors du prochain Forum, que bon nombre de ces projets, voire tous, ont pour objectif central le renforcement des capacités des peuples autochtones. Nous nous sommes également engagés à assurer une plus grande représentation des peuples autochtones au sein de notre personnel dans les bureaux de pays, et nous tenons à soutenir cet objectif. Je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que le FIDA financera, dès cette année, un programme spécifique de stages pour les peuples autochtones en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- Je soutiens également la recommandation faite au FIDA de jouer un rôle dans la création d'un espace permettant aux peuples autochtones de participer aux processus politiques. Je m'intéresse tout particulièrement au niveau national et à la nécessité de veiller à ce que les gouvernements créent un espace pour que vous puissiez vous exprimer. Mon département s'efforce de soutenir le renforcement de la capacité d'engagement politique du FIDA au niveau des pays et, dans ce contexte, nous nous engageons à encourager les gouvernements à tenir compte des voix des peuples autochtones.
- J'ai également pris connaissance des autres recommandations que vous avez adressées au FIDA et aux gouvernements en vue de la participation des peuples autochtones à la prise de décisions. Bien que je ne puisse pas m'exprimer aujourd'hui au nom de mes collègues de l'équipe de direction du FIDA, ma première impression est que ces recommandations semblent raisonnables et pragmatiques, mais nous devons également encourager les gouvernements à y répondre positivement. Nous les étudierons bien sûr de près.

Cependant, je tiens à souligner un aspect fondamental, à savoir que le principal produit du FIDA permettant de soutenir une transformation rurale durable et inclusive réside dans les prêts qu'il accorde aux gouvernements pour leurs programmes et projets, et dans la manière dont nous utilisons ces plateformes pour les faire participer aux discussions politiques. Nous sommes en fin de compte des partenaires des gouvernements et nous sommes avant tout à leur service. C'est ce qui détermine, dans une certaine mesure, ce que nous sommes en mesure de faire pour soutenir les peuples autochtones et où nous pouvons le faire.

Alors que nous nous tournons vers l'avenir, j'espère que le processus de décentralisation du FIDA changera la donne pour l'organisation. La présence du personnel opérationnel du FIDA au sein même des pays devrait permettre au FIDA et aux peuples autochtones de conduire un dialogue beaucoup plus étroit et plus quotidien. Cela nous permettra de mieux comprendre les points de vue de chacun et d'identifier des possibilités concrètes de collaboration dans les différents programmes de pays.

Enfin, permettez-moi de réitérer que le partenariat du FIDA avec les peuples autochtones est un partenariat que nous tous, au FIDA, sommes déterminés à mettre en œuvre. Nous voulons qu'il se traduise par des actions, et pas seulement des mots. Nous nous efforcerons de répondre aux recommandations au mieux de nos capacités, et espérons que, de votre côté, vous défendrez notre partenariat et le FIDA.

Je vous remercie. »

2023 associent l'intérêt considérable porté à l'agroécologie et un lien clair avec les peuples autochtones. Elle a observé qu'un nombre important de subventions de l'IPAF visent à construire des systèmes alimentaires résilients, et à donner lieu à des enseignements et des expériences sur lesquels s'appuyer. Mme Firmian a ajouté que l'existence même de la Coalition a permis une consultation plus régulière entre les organismes ayant leur siège à Rome. Néanmoins, elle a identifié certains aspects sur lesquels le partenariat pourrait être renforcé : (i) la collaboration au niveau national ; et (ii) le renforcement des capacités (p. ex. par le biais de programmes de bourses avec la participation de jeunes autochtones).

Mme Alejandra Pero (conseillère mondiale sur les peuples autochtones, Programme alimentaire mondial) a fait part de son point de vue sur la Coalition en tant que mécanisme clé de collaboration. Elle a informé les participants que les organismes ayant leur siège à Rome ont développé une <u>brochure</u> pour diffuser leurs connaissances sur les initiatives, les stratégies et les politiques promues à ce jour pour soutenir les peuples autochtones. Mme Pero a mis en relief le travail mené par les trois organismes au cours de l'année écoulée

et les difficultés rencontrées dans le cadre des efforts de sensibilisation à la Coalition, en particulier aux niveaux national et régional. Elle a également informé les participants que le Programme alimentaire mondial préparera un rapport régional pour la région Amérique latine qui explorera les approches interculturelles en matière de repas scolaires ; les membres de la Coalition y apporteront leur contribution en tant que co-auteurs. Selon Mme Pero, les organismes ayant leur siège à Rome devraient travailler en plus étroite collaboration, en particulier aux niveaux national et régional, à travers des mécanismes existants.

M. Yon Fernandez de Larrinoa (chef de l'Unité des peuples autochtones, FAO) a souligné l'importance de la Coalition en tant qu'espace spécial et ouvert où l'inclusion est essentielle et où une plus grande participation est la bienvenue. Ceci, a-t-il souligné, est particulièrement pertinent si l'on considère qu'à la suite du Sommet sur les systèmes alimentaires, 22 coalitions ont été créées, dont une seule axée sur les peuples autochtones, d'où le défi de transformer les discussions en politiques au niveau des pays susceptibles d'améliorer la vie des peuples autochtones. Dans ce contexte, il a mis en relief l'existence de deux espaces de plaidoyer au-delà de la Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones : le Groupe consultatif sur l'engagement et le réseautage aux côtés des parties prenantes, auquel participeront trois représentants des peuples autochtones, et la Coalition pour la transformation des systèmes alimentaires à travers l'agroécologie, à laquelle collaborent des experts autochtones. Il a également fait remarquer que parmi les actions clés à mener dans un avenir proche figurent l'élaboration du plan d'action de la Coalition et l'identification de sources de financement.

M. Maarten de Groot (représentant permanent adjoint à la Mission permanente du Canada auprès des organismes des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) a souligné que la coalition représente l'occasion de collaborer à plusieurs niveaux entre différentes entités et que les idées d'action doivent maintenant être classées par ordre de priorité et mises en pratique sur le terrain.

## Synthèse des délibérations

Sur la base des discussions et des contributions issues des débats, la Synthèse des délibérations de la réunion mondiale 2023 de l'IFPI a été adoptée.

Cette synthèse a été lue et discutée lors de la session plénière finale du Forum, le 13 février 2023, présidée par Mme Satu Santala (vice-présidente adjointe, Département des relations extérieures et de la gouvernance, FIDA). Elle a été présentée par M. Wolde Gossa Tadesse en présence des délégués des peuples autochtones, de l'équipe de direction du FIDA et des représentants de plusieurs États membres du FIDA.

## Encadré 3. Sixième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA Synthèse des délibérations

#### Préambule

Nous, peuples autochtones, sommes de ceux qui subissent tout particulièrement les effets des changements climatiques. Ceux-ci sont à l'origine de perturbations de l'agriculture et autres activités de subsistance ainsi que des écosystèmes, de menaces croissantes à l'intégrité et à la sécurité des terres et des territoires ainsi que des ressources autochtones, et d'une aggravation de l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, ces effets entraînent l'adoption de stratégies non durables quant aux moyens d'existence – notamment les migrations –, l'accroissement des tensions et des conflits et l'augmentation de la charge dévolue aux femmes, aux enfants, aux jeunes, aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

De même, nous sommes préoccupés par certaines actions climatiques préjudiciables et injustes relevant d'importants projets d'énergie renouvelable qui impliquent l'extraction de minéraux nécessaires à la transition énergétique et nous sont imposés dans nos territoires en l'absence de notre consentement et au mépris de nos droits.

L'action climatique menée par les peuples autochtones se heurte à de nombreux défis: le manque de reconnaissance, de compréhension et de respect de nos institutions de gouvernance et de prise de décision ainsi que de nos droits, en particulier le consentement préalable, libre et éclairé; des lois et des pratiques discriminatoires; des déplacements forcés et des empiètements sur nos terres et nos territoires; l'absence d'espace octroyé à la planification autochtone; l'exclusion des peuples autochtones des débats, des prises de décisions et du financement relatifs aux changements climatiques.

Malgré les défis considérables auxquels nous sommes confrontés, nous continuons à faire preuve de résilience et à jouer un rôle actif de chef de file de différentes manières et selon divers processus à tous les niveaux.

Les actions d'adaptation menées par les communautés autochtones s'appuient sur des technologies, des savoirs et des moyens traditionnels, ainsi que sur l'intégration d'innovations. Il s'agit notamment d'ajuster les calendriers agricoles, d'adopter des variétés de semences et des espèces animales plus résilientes, de diversifier l'agriculture et les stratégies relatives aux moyens d'existence, et de protéger l'eau et les sols.

Des mesures d'atténuation sont également prises, telles que le reboisement, la planification des sols et des territoires, des projets de vie fondés sur nos visions du bien-être, des pratiques agricoles durables, la défense de nos terres contre les empiètements et des projets d'énergie renouvelable gérés par la communauté.

Nous renforçons ces actions en consolidant les modes d'organisation et institutions traditionnels, en établissant des partenariats et en renforçant la solidarité avec des organisations nationales et internationales et avec d'autres communautés, et en menant des actions de sensibilisation.

Le rôle de chef de file des peuples autochtones en matière de climat trouve son origine dans nos formes de connaissance et notre manière d'être, qui se caractérisent par une relation profonde, intime et réciproque avec la terre, notre vie collective, notre esprit résilient et créatif, et notre vision interculturelle et à long terme. Notre leadership en matière de climat est aussi étroitement lié à l'intégrité, à la sécurité et à la santé de nos terres et de nos territoires et à leur conservation; à des institutions sociales autochtones solides qui soutiennent les communautés; à la vitalité de nos systèmes d'acquisition des savoirs et à notre dimension spirituelle; et à une écologie sociale, économique et politique favorable.

L'action climatique menée par les peuples autochtones met en relief l'importance du rôle des femmes en tant que détentrices et passeuses de savoirs, et en tant que piliers et gardiennes de la vie et du bien-être de la communauté. De même, l'expérience autochtone met en évidence le rôle important des jeunes en tant que chefs de file.

Le FIDA se révèle être un partenaire important pour les peuples autochtones, de par ses efforts tangibles pour assurer notre participation et pour tenir compte et donner suite à nos points de vue dans ses plans et politiques.

Forts des délibérations franches et ouvertes que nous avons eues ces derniers mois tout au long du processus de consultation et à l'occasion de cette réunion mondiale, nous recommandons ce qui suit:

#### Recommandations adressées au FIDA

Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones

- 1. Allouer des ressources financières et humaines suffisantes pour mettre pleinement en œuvre la Politique actualisée d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. Cela suppose, entre autres mesures: le recrutement de personnel spécialisé à tous les échelons, y compris un(e) spécialiste technique principal(e); la traduction et la publication de la Politique dans les langues autochtones; la sensibilisation et le renforcement des capacités des peuples autochtones, des gouvernements et du personnel du FIDA; la mise au point d'outils de suivi.
- 2. Élaborer des lignes directrices et des protocoles pour faire en sorte que les membres du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA participent effectivement, en qualité d'observateurs, au Conseil d'administration du FIDA.

Processus et dialogue du Forum des peuples autochtones

- 3. Améliorer la communication, le dialogue et le partage d'informations avec les peuples autochtones, y compris les participants au Forum des peuples autochtones, notamment aux niveaux régional et national. À cet égard, il s'agit notamment d'organiser des réunions trimestrielles, de créer des groupes de coordination nationaux et de désigner des coordonnateurs au sein des équipes de pays du FIDA et des organisations de peuples autochtones.
- 4. Veiller à ce que les recommandations du Forum soient intégrées dans les plans d'action régionaux à convenir avec les divisions régionales du FIDA

Programmes de pays du FIDA

- 5. Assurer la participation pleine et indépendante des peuples autochtones à la conception, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des stratégies, des projets et des programmes du FIDA à tous les niveaux pour: i) les aligner sur nos besoins, nos priorités et nos aspirations, en tenant compte de l'égalité femmes-hommes, des spécificités intergénérationnelles et des personnes handicapées; ii) intégrer nos valeurs, nos régimes fonciers, nos systèmes de gouvernance et de savoirs, en tenant compte de nos cycles de planification et de vision territoriales; iii) veiller à ce que les interventions, loin de perturber nos systèmes, les renforcent et en tirent parti.
- 6. Fournir les informations, les ressources et le renforcement des capacités nécessaires pour permettre aux peuples autochtones de participer efficacement à la conception, à la mise en œuvre, et au suivi-évaluation des stratégies, des projets et des programmes, et garantir la participation et l'embauche de consultants autochtones dans ces processus.
- 7. Veiller à ce que les équipes de pays du FIDA s'engagent activement et collaborent avec d'autres organismes des Nations Unies pour une meilleure complémentarité et de meilleures synergies dans le soutien à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et de la Politique actualisée d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones.

Les peuples autochtones prennent en charge l'action climatique

- 8. Renforcer le rôle de chef de file du FIDA dans son engagement aux côtés des peuples autochtones, afin de:
  - a. promouvoir le respect et la protection par les pouvoirs publics des droits et du bien-être des peuples autochtones, y compris au moyen du consentement libre, préalable et éclairé, en particulier dans les pays où il n'existe pas de protocoles,

et prévoir des mécanismes de réclamation efficaces;

- b. favoriser un dialogue et une coopération véritables avec les organisations autochtones, les institutions traditionnelles et les pouvoirs publics, et veiller à ce que ces derniers soient informés de la Politique actualisée sur l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones et des interventions du FIDA sur le terrain;
- c. mobiliser le soutien, y compris le financement direct, d'autres agences internationales pour assurer le rôle moteur des peuples autochtones en matière d'action climatique;
- d. faciliter et soutenir la participation véritable des peuples autochtones aux actions en faveur du climat et de la biodiversité à tous les niveaux.
- 9. Investir dans le renforcement des capacités des peuples autochtones, notamment pour parvenir à un financement climatique culturellement approprié, y compris pour ce qui est des risques de catastrophes et des mécanismes de réponse, et pour la conception et la gestion des projets et des programmes. Plus concrètement: i) élaborer un programme de stages et de bourses pour les chefs et les professionnels autochtones au FIDA, en donnant la priorité aux femmes et aux jeunes; ii) faciliter le partage des connaissances entre les partenaires du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) sur la question du leadership climatique.
- 10. Augmenter le soutien direct aux initiatives des peuples autochtones, en mettant l'accent sur les femmes, les filles, les personnes handicapées et les jeunes, en matière de leadership climatique et de résilience, notamment par l'intermédiaire de l'IPAF.

#### Recommandations adressées aux gouvernements

- 11. Élaborer une législation, des politiques et des programmes qui protègent et font progresser les droits des peuples autochtones, et promouvoir leur mise en œuvre effective en coordination avec nos peuples, nos communautés et nos organisations, en garantissant notre consentement préalable, libre et éclairé, l'alignement sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la mise en œuvre de la Politique actualisée sur l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. Reconnaître et protéger les droits fonciers et l'intégrité des « territoires de vie » autochtones et promouvoir la mise en œuvre d'un développement autonome sur la base de ressources techniques, financières et institutionnelles suffisantes.
- 12. Soutenir le leadership climatique des peuples autochtones par des programmes, des politiques et des ressources suffisantes et par des mécanismes de financement qui renforcent l'autonomie de notre développement, en accordant une attention particulière aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées.
- 13. Assurer la participation pleine et effective des peuples autochtones, y compris les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, aux discussions, à la prise de décision et aux processus de planification, notamment ceux liés aux actions en matière de climat et de conservation, à tous les niveaux.

#### Nos engagements en tant que peuples autochtones

En tant que peuples autochtones, nous prenons les engagements suivants:

- 14. Continuer à protéger et à améliorer la santé et l'intégrité de nos terres, territoires et ressources par des pratiques de gestion durable des ressources naturelles.
- 15.Revitaliser et continuer à développer et transmettre les valeurs, les savoirs et les pratiques des peuples autochtones, y compris nos formes de gouvernement et de prise de décision, en tant qu'institutions clés dans la gestion de nos terres, territoires et ressources, et dans notre action climatique.
- 16.Continuer à défendre les droits et le bien-être des peuples autochtones, ainsi qu'une participation pleine et diversifiée aux processus décisionnels du FIDA concernant les changements climatiques et à la conservation de la biodiversité à tous les niveaux.
- 17. Continuer à renforcer la collaboration et la solidarité entre les peuples autochtones pour appuyer l'action menée en matière de climat, notamment par de la documentation et un partage de nos savoirs et expériences.
- 18.Renforcer les capacités des femmes et des jeunes autochtones et leur participation aux processus et organisations décisionnaires, en reconnaissant l'intérêt considérable de leur contribution à la prise en main de l'action climatique.
- 19.Renforcer la collaboration et améliorer la communication avec le FIDA à tous les niveaux, notamment en traduisant la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones dans les langues autochtones et dans des formats accessibles.
- 20. Soutenir la Treizième reconstitution des ressources du FIDA. En tant que délégués des peuples autochtones à cette sixième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA, nous exprimons notre sincère gratitude et notre appréciation à la direction et au personnel du FIDA pour avoir organisé cette importante réunion visant à renforcer le partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones.

Réponse de l'équipe de direction du FIDA à la Synthèse des délibérations. En réponse aux résultats du Forum et à la Synthèse des délibérations, M. Donal Brown (vice-président adjoint, Département de la gestion des programmes, FIDA) a réitéré que le Forum illustre bien la détermination et l'engagement des représentants des peuples autochtones ainsi que le dévouement du personnel du FIDA. Il a souligné que le Forum est un événement de grande valeur pour le FIDA, qui s'est engagé à donner la priorité à son travail avec les peuples autochtones en tant que « points d'ancrage du leadership climatique ». En ce qui concerne les recommandations présentées dans la synthèse, M. Brown a déclaré qu'il sera essentiel de veiller à ce

que le FIDA et les gouvernements tiennent compte de la voix des peuples autochtones tant dans le dialogue sur les politiques que dans la conception et la mise en œuvre des projets. À cet égard, d'ici à la fin 2023, le FIDA devrait disposer de 45 bureaux de pays et multinationaux avec des directeurs de pays sur le terrain. Il s'agira d'une occasion cruciale de faciliter un dialogue régulier et d'identifier des possibilités concrètes de collaboration dans les différents programmes de pays. En outre, afin d'investir dans le renforcement des capacités des populations autochtones, le Fonds s'est engagé à ce qu'il figure au moins 10 nouveaux projets axés sur les populations autochtones dans la FIDA12. Le vice-président adjoint a également annoncé qu'à partir de 2023, le FIDA financera un programme de stages pour les peuples autochtones dans la région Amérique latine et Caraïbes. M. Brown a conclu son intervention en réitérant que « le partenariat du FIDA avec les peuples autochtones est un partenariat que nous tous, au FIDA, sommes déterminés à mettre en œuvre ».

Remarques des participants. Les représentants des gouvernements et les leaders autochtones ont exprimé leur appréciation du travail du Forum et de ses délibérations. En particulier, l'honorable Dr Mohammad M. Abubakar (ministre de l'Agriculture et du Développement rural, ministère fédéral de l'Agriculture et du Développement rural du Nigéria) a souligné la pertinence de l'espace de dialogue créé par le Forum et le rôle clé joué par les peuples autochtones dans la lutte contre le changement climatique sur la base de leurs connaissances traditionnelles et de leur relation particulière avec la nature et l'environnement. Mme Gloria Wiseman (conseillère et représentante permanente adjointe du Canada auprès de la FAO) a déclaré que le Forum pouvait être considéré comme un modèle à suivre et que cet espace de dialogue était nécessaire pour que le FIDA puisse s'acquitter de son mandat. Elle a ajouté que les discussions et les recommandations du Forum ont également une valeur au moment d'éclairer le travail d'autres organismes, institutions et forums, en particulier en ce qui concerne le changement climatique. En outre, elle a fait observer qu'il fallait certainement soutenir la transposition à plus grande échelle des idées, des initiatives et des enseignements tirés de la mise en œuvre des projets sur le terrain.

#### Clôture du Forum

Le Forum a été clôturé par M. Dominik Ziller (vice-président du FIDA). M. Ziller a souligné le fait qu'il se sentait privilégié d'avoir pu participer à son troisième Forum, une « plateforme puissante et productive au service d'un dialogue ouvert ». Il a déclaré que si les peuples autochtones ont traditionnellement été exclus de la prise de décisions, « cela n'est plus acceptable ». Il a également rappelé plusieurs points forts du Forum : la reconnaissance par le président du FIDA du rôle central que les peuples autochtones doivent jouer dans la lutte contre le changement climatique ; et l'importance de repenser le développement en respectant l'environnement et en défendant le savoir et l'harmonie que les peuples autochtones nous enseignent, comme l'a affirmé Sa Sainteté le pape François. Il a également souligné l'importance des échanges de connaissances et d'expériences au cours des réunions régionales, et a fait remarquer que ces discussions « contribueront à façonner les interventions et le travail de plaidoyer du FIDA ».

En ce qui concerne le thème du Forum, M. Ziller a déclaré que le changement climatique affecte d'ores et déjà les systèmes alimentaires, les vies et les moyens d'existence dans le monde entier. Le paradoxe réside dans le fait que les peuples autochtones sont ceux qui ont le moins contribué à cette catastrophe, mais qui se retrouvent aujourd'hui en première ligne. Il a souligné que le FIDA reconnaît l'importance de soutenir et de défendre les peuples autochtones afin d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter, et a ajouté que le partenariat avec la Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones « continuera à se développer dans ce sens ».

M. Ziller a conclu son intervention en affirmant l'engagement du FIDA à faire tout son possible pour traduire les délibérations du Forum en actions significatives, opportunes et concrètes, et pour mettre en œuvre la Politique mise à jour d'engagement aux côtés des peuples autochtones, ainsi que l'IPAF.

La réunion mondiale a été clôturée par une cérémonie autochtone dirigée par Mme Yun Mane (membre de la CIPO).

## **AUTRES ÉVÉNEMENTS EN MARGE DU FORUM**

## Tatouages amazighs et marché des peuples autochtones

Deux événements ont été organisés dans l'atrium du FIDA pendant le Forum. L'organisation La Voix de la Femme Amazigh (Maroc) avait collecté parmi les communautés autochtones des dessins de tatouages, lesquels constituent un élément culturel important de l'identité des femmes amazighes. À partir de ces dessins, elle a proposé des tatouages temporaires aux participants du Forum. Le deuxième événement était le marché des peuples autochtones, où des objets artisanaux produits par les peuples autochtones étaient exposés et vendus.

### Changeons le cinema

Le 2 février 2023, un événement « Changeons le Cinema » a été organisé pour sensibiliser le personnel du FIDA au prochain Forum et aux luttes auxquelles sont confrontés les peuples autochtones. Le documentaire « The Illusion of Abundance », co-réalisé par Erika González Ramírez et Matthieu Lietaert, a été projeté. Il met en scène trois femmes d'Amérique latine qui défendent les droits de l'homme et sont en première ligne de la protection de leurs terres et leurs communautés. Cet événement a été organisé en collaboration avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

### Déjeuner-causerie : Célébrer les accomplissements des femmes autochtones

Un déjeuner-causerie a été organisé le 10 février en collaboration avec l'équipe Genre du FIDA pour discuter du rôle important des femmes autochtones en tant qu'agents de changement. Les expériences d'organisations telles que la Fondation Kapaeeng (Bangladesh), le projet PRO-CAMÉLIDOS (Bolivie), National Indigenous Disabled Women (Népal), Ujaamaa Community Resource Team (Tanzanie) et Enlace Continental de Mujeres Indígenas de las Américas (Uruguay), ont été partagées.

#### Audience privée auprès de Sa Sainteté le pape François au Saint Siège

Le 10 février, une délégation de représentants des peuples autochtones a été reçue au Saint-Siège pour une audience privée auprès du pape François. À cette occasion, Mme Myrna Cunningham a eu la possibilité de lire une lettre adressée au pape au nom des peuples autochtones participant au Forum. Dans cette lettre, les peuples autochtones demandent d'unir leurs forces dans la lutte contre les injustices, de promouvoir la paix et de construire des modèles alternatifs de développement déterminés par les peuples autochtones. Le

pape a déclaré que la sixième réunion mondiale de l'IPFI était l'occasion de reconnaître le rôle fondamental que jouent les peuples autochtones dans la protection de l'environnement et de souligner leur sagesse dans la recherche de solutions globales aux immenses défis que le changement climatique pose à l'humanité.



#### Encadré 5. Allocution du Saint-Père

#### « Chers frères et sœurs,

Je rends grâce pour cette visite, au milieu des travaux du Forum des peuples autochtones, qui se tient ces jours-ci au siège du Fonds international de développement agricole (FIDA). Le thème de cette année — « Les peuples autochtones se chargent de l'action climatique: des solutions communautaires au service de la résilience et de la biodiversité » — donne l'occasion de reconnaître le rôle fondamental des peuples autochtones dans la protection de l'environnement et de mettre en relief leur sagesse dans la recherche de solutions mondiales face aux immenses défis que le changement climatique pose chaque jour à l'humanité.

Malheureusement, nous assistons à une crise sociale et environnementale sans précédent. Si nous voulons vraiment prendre soin de notre maison commune et améliorer la planète sur laquelle nous vivons, il est essentiel d'apporter de profonds changements à nos modes de vie, il est essentiel d'avoir des modèles de production et de consommation. Nous devrions écouter davantage les peuples autochtones et apprendre de leur mode de vie, pour bien comprendre que nous ne pouvons pas continuer à dévorer avidement les ressources naturelles, car « la terre nous a été confiée afin qu'elle puisse être pour nous une mère » – la mère Terre – « capable de donner à chacun ce qui est nécessaire pour vivre » [Message vidéo à l'occasion de la rencontre de 500 représentants du monde entier : « Idées d'Expo 2015 – Vers la Charte de Milan », 7 février 2015]. La contribution des peuples autochtones est donc fondamentale dans la lutte contre le changement climatique, et cela a été scientifiquement prouvé.

Aujourd'hui, plus que jamais, nombreux sont ceux qui réclament un processus de reconversion des structures de pouvoir intégrées qui sous-tendent les sociétés de la culture occidentale; dans le même temps, ces sociétés transforment les relations historiques marquées par le colonialisme, l'exclusion et la discrimination, donnant lieu à un dialogue renouvelé sur la manière dont nous construisons l'avenir de la planète. Nous avons un besoin urgent d'actions conjointes, fruit d'une collaboration sincère et constante, car le défi environnemental que nous traversons et ses racines humaines ont un impact sur chacun d'entre nous – un impact non seulement physique, mais aussi psychologique et culturel.

C'est pourquoi je demande aux gouvernements de reconnaître les peuples autochtones du monde, avec leurs cultures, leurs langues, leurs traditions et leur spiritualité, et de respecter leur dignité et leurs droits, sachant que la richesse de notre grande famille humaine réside précisément dans sa diversité. J'y reviendrai plus tard.

Ignorer les communautés autochtones au moment de tenter de protéger la terre est une grave erreur – il s'agit de fonctionnalisme extractif – sans parler d'une grande injustice. Au contraire, la valorisation de leur patrimoine culturel et de leurs techniques ancestrales permet de s'engager sur la voie d'une meilleure gestion de l'environnement. À cet égard, le travail du FIDA pour aider les communautés autochtones dans un processus de développement autonome, principalement à travers le Fonds de soutien aux peuples autochtones, est louable, même si ces efforts doivent encore être multipliés et accompagnés d'un processus de prise de décisions plus résolu et à plus long terme, dans le cadre d'une transition juste.

À cet égard, je voudrais mettre l'accent sur deux mots clés : le bien-vivre et l'harmonie.

Bien vivre, ce n'est pas « ne rien faire », la « dolce vita » de la bourgeoisie raréfiée, non, non. C'est vivre en harmonie avec la nature, savoir créer non pas l'équilibre, non ; plus que l'équilibre : l'harmonie, qui est supérieure à l'équilibre. L'équilibre peut être fonctionnel, l'harmonie ne l'est jamais, elle est souveraine en elle-même.

Savoir évoluer en harmonie : c'est là ce qui confère la sagesse que l'on appelle le bien-vivre. L'harmonie entre une personne et sa communauté, l'harmonie entre une personne et son environnement, l'harmonie entre une personne et toute la création.

Les blessures infligées à cette harmonie sont celles que nous voyons clairement, qui détruisent les populations : l'extractivisme – dans le cas de l'Amazonie, par exemple, la déforestation ; ou dans d'autres endroits, l'extractivisme de l'industrie minière.

Nous devons donc toujours rechercher l'harmonie. Lorsque les gens ne respectent pas le bien de la terre, le bien de l'environnement, le bien du temps, le bien de la végétation ou le bien de la faune, lorsqu'ils ne respectent pas ce bien général, ils tombent dans des attitudes inhumaines, parce qu'ils perdent le contact avec – et j'emploie bien ces mots – la mère Terre. Non pas dans un sens superstitieux, mais plutôt dans le sens de ce que la culture nous donne, et de ce que cette harmonie nous donne.

Les cultures aborigènes n'ont pas à être transformées en cultures modernes, non. Elles sont là pour être respectées. Et deux choses : premièrement, laissez-les suivre leur chemin de développement ; deuxièmement, écoutez les messages de sagesse qu'elles nous transmettent. Car il ne s'agit pas d'une sagesse encyclopédique. C'est la sagesse qui va avec le fait de voir, d'écouter et de toucher la vie quotidienne.

Continuez à lutter pour proclamer cette harmonie, car cette politique fonctionnaliste, cette politique d'extractivisme, est en train de la détruire. Et nous pouvons tous apprendre à bien vivre dans le sens harmonieux des peuples autochtones.

Chers frères et sœurs, je vous accompagne de ma proximité et de ma prière. Que Dieu vous bénisse, vous, vos familles et vos communautés, et qu'Il vous éclaire dans le travail que vous effectuez, pour le bien de toute la création.

Je vous remercie. »

Source: https://press.vatican.va/content/salastampa/en/bollettino/pubblico/2023/02/10/230210d.html

### Peuples autochtones auprès du Conseil des gouverneurs du FIDA

Le 14 février 2023, la Synthèse des délibérations du Forum des peuples autochtones a été présentée à la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA par Mme Margaret Tunda Lepore (jeune membre du Comité de pilotage de l'IPFI).

Le même jour, des représentants de peuples autochtones ont participé à la Session interactive sur les questions relatives aux peuples autochtones – Les peuples autochtones se chargent de l'action climatique. Une perspective globale au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition).



Mme Margaret Tunda Lepore présente la Synthèse des délibérations de l'IPFI lors de la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA

@ FIDA/Cristian Gennari

### Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

Le 16 février 2023, M. Pallab Chakma a été invité à assister en tant qu'observateur à la première session de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA, au siège du FIDA. Une déclaration a été présentée au nom des peuples autochtones.



Mme Dayana Paola Urzola Dominicó (jeune membre du Comité de pilotage de l'IPFI et membre du Caucus mondial des jeunes autochtones) et M. Devashish Roy (chef du Cercle Chakma et exmembre du Conseil de l'IPAF) lors de session interactive du Conseil des gouverneurs du FIDA

## Liste des documents de référence

Domaine thématique	Document
Dámino de	Rapport sommaire des réunions de consultation régionales
Réunions de consultation	Rapport des réunions de consultation - région Asie
régionales en préparation de la	Rapport des réunions de consultation - région Pacifique
réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA	Rapport des réunions de consultation - région Amérique latine et Caraïbes
autochtones au FIDA	Rapport des réunions de consultation - région Afrique
	Note conceptuelle du Forum des peuples autochtones au FIDA 2023
	<u>Programme</u>
	Liste des participants
	Discours de bienvenue de Mme Jyotsna Puri, vice-présidente adjointe du FIDA
	Ouverture du Forum par M. Alvaro Lario, président du FIDA
Forum des peuples	Rapport sur les progrès du FIDA concernant son engagement aux côtés des peuples autochtones (IFAD's progress in its engagement with Indigenous Peoples)
autochtones 2023	Prix pour les peuples autochtones
	Synthèse des délibérations  Réponse de l'équipe de direction du FIDA à la Synthèse des délibérations, présentée par M.  Donal Brown (vice-président adjoint du FIDA)
	Discours de clôture de M. Dominik Ziller, vice-président du FIDA <u>Allocution du Saint-Père</u>
	Présentations PowerPoint
	Banque d'images du FIDA
	IPAF, <u>Assessment of the performance of the fifth IPAF cycle</u> , 2023  Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones : mise à jour 2022
	Document d'orientation Policy brief: Free, prior and informed consent, Indigenous peoples-driven development pathways, 2022
	The Free, Prior and Informed Consent Advantage: Action for empowerment in Latin America, 2022
Autres documents et supports de stratégie	Note pratique : Obtenir le consentement préalable, libre et éclairé dans le cadre des projets d'investissement du FIDA
et de connaissances du FIDA	Bonnes pratiques concernant l'action du FIDA aux côtés des peuples autochtones, 2021
dd i ibit	Document d'orientation : <u>Faire équipe avec les peuples autochtones pour atteindre les objectifs</u> <u>de développement durable</u> , 2019
	IPAF, <u>Le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones: Établir un lien entre les organisations communautaires des peuples autochtones et la communauté internationale, 2019</u>
	Glossaire sur les peuples autochtones, 2018
	Les droits collectifs des peuples autochtones sur les terres, les territoires et les ressources

	Toolkit, Coopérer avec les éleveurs nomades – une approche de développement systémique, 2018
	Dix années d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, 2017
	L'avantage des savoirs traditionnels – Les savoirs des peuples autochtones dans les stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, 2016  Cadre stratégique du FIDA 2016–2025
Autres documents	GEF, Evaluation of GEF Engagement with Indigenous Peoples, 2018
	GIEC, « Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability » et le « Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique », 2022
	GIEC, Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique
	Organismes ayant leur siège à Rome, <u>Les peuples autochtones et les organismes des Nations</u> <u>Unies ayant leur siège à Rome travaillent ensemble pour atteindre les objectifs de développement durable</u>